

5. Répercussions économiques de l'accord avec la République islamique d'Iran

L'accord passé récemment entre les P5+1 et l'Iran¹ permet la levée de la plupart des sanctions économiques et une nette amélioration des perspectives économiques du pays. Si les retombées économiques pour le reste du monde sont encore incertaines, elles devraient être, au total, positives, pour deux raisons : le retour de l'Iran sur le marché mondial du pétrole, qui devrait se traduire par une augmentation de l'offre mondiale; et la levée des sanctions, qui devrait offrir de nouveaux débouchés en termes de commerce et d'investissement. Pour l'heure, il est difficile de prévoir l'ampleur de ces effets ou le temps qu'il leur faudra pour se concrétiser, en raison d'un certain nombre de facteurs : les grandes incertitudes qui demeurent quant au moment précis où les sanctions seront levées et la durée de cette suspension; la rapidité avec laquelle l'Iran parviendra à accélérer son rythme de production et la réaction des autres producteurs de pétrole; enfin, la mise en place, ou non, de réformes plus que nécessaires destinées à relancer l'économie nationale pour accompagner la levée des sanctions.

L'économie de l'Iran aujourd'hui

Le Plan d'action global conjoint entre l'Iran et le groupe P5+1 intervient après plusieurs années difficiles pour l'économie iranienne. Suite au renforcement des sanctions commerciales et financières internationales survenu fin 2011, l'économie iranienne a fléchi d'environ 9 % sur les périodes 2012/13 et 2013/14 (graphique 5.1). Par ailleurs, la forte dépréciation réelle de la monnaie nationale et des perturbations du côté de l'offre ont fait grimper l'inflation moyenne annuelle, celle-ci culminant à 45 % en juin 2013. La croissance de l'emploi a stagné dans la plupart des secteurs de l'économie, et le taux d'activité a baissé, le chômage se maintenant autour de 10½ %. L'accord provisoire signé avec le groupe P5+1 en novembre 2013 et des politiques macroéconomiques prudentes ont apporté un élan considérable à plusieurs secteurs, notamment le pétrole, les transports et l'industrie manufacturière. La croissance du PIB réel a été de 3 % en 2014/15, tandis que l'inflation moyenne annuelle déclinait nettement, pour se stabiliser autour de 15 %. Néanmoins, fin 2014/15, le niveau d'activité économique restait toujours inférieur de 6 % à celui

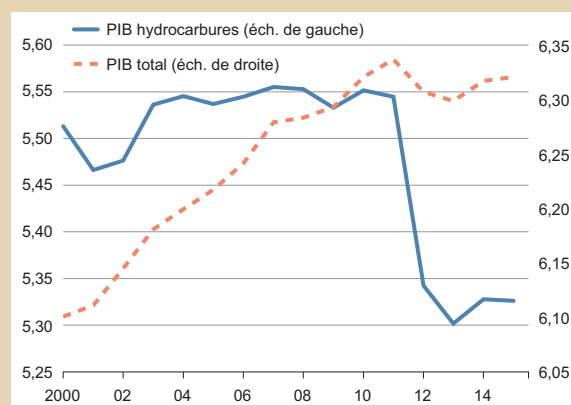
Préparé par Robert Blotevogel, Martin Cerisola, Keiko Honjo, Asghar Shahmoradi, Natalia Tamirisa et Bruno Versailles.

¹ Plan d'action global conjoint entre l'Iran et le groupe P5+1 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies — la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Russie — plus l'Allemagne).

Graphique 5.1

Niveau du PIB

(En log, prix constants)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

enregistré à la fin de 2011/12, principalement en raison d'une baisse de la production d'hydrocarbures. L'inflation annuelle s'est maintenue dans des valeurs à deux chiffres, tandis que le chômage s'inscrivait à 10½ % en décembre 2014.

Le ralentissement de l'économie dû aux sanctions s'est traduit par une chute sensible de la productivité par rapport à la tendance. Au cours des trois années qui avaient précédé le renforcement des sanctions, la production non pétrolière par travailleur avait progressé au rythme annuel moyen de 5 %, tirée par une forte accumulation de capital et une productivité totale des facteurs (PTF) élevée (tableau 5.1). Après le durcissement des sanctions économiques et financières fin 2011, l'accumulation de capital et la PTF ont nettement décliné. Le secteur des hydrocarbures a

Tableau 5.1. Croissance annuelle de la valeur ajoutée, de l'emploi et de la productivité
(En pourcentage)

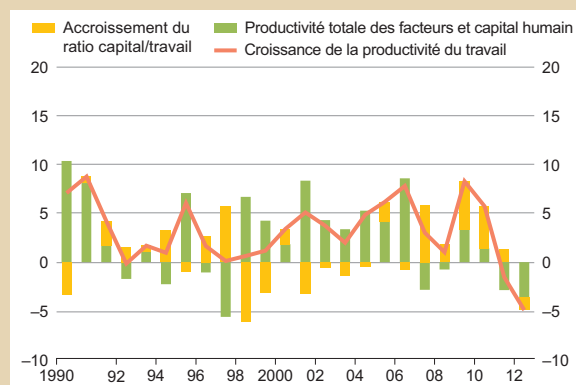
| | Moy. 2008–10 | 2012 | 2013 |
|---------------------------------------|--------------|-------|------|
| Productivité du travail hors pétrole | 5,4 | -1,5 | -4,9 |
| <i>Contributions :</i> | | | |
| Capital par travailleur | 3,5 | 1,3 | -1,3 |
| PTF et capital humain par travailleur | 1,9 | -2,9 | -3,6 |
| Croissance de l'emploi hors pétrole | 0,1 | 0,6 | 3,4 |
| Valeur ajoutée hors pétrole | 5,5 | -1,0 | -1,5 |
| | | | |
| Croissance de l'emploi pétrolier | -5,9 | -1,0 | -1,0 |
| Valeur ajoutée pétrolière | -0,8 | -46,8 | -9,3 |

Sources : autorités iraniennes; estimations des services du FMI.

Note : PTF = productivité totale des facteurs.

Graphique 5.2

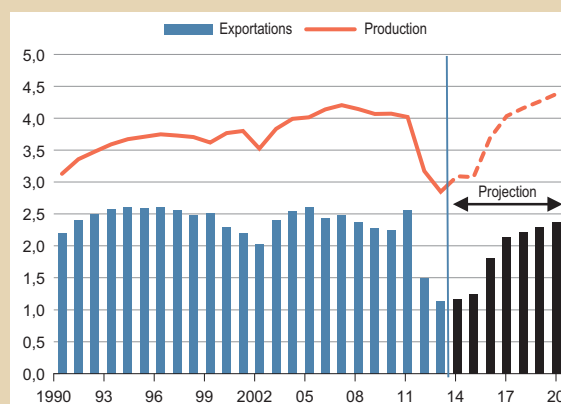
Secteur non pétrolier : productivité du travail et facteurs qui y contribuent
(1990–2013; en pourcentage)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Graphique 5.3

Secteur pétrolier : production et exportations
(1990–2020; millions de barils par jour)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

enregistré de fortes baisses de la production et des exportations (graphiques 5.2 et 5.3).

En quoi la levée des sanctions affectera-t-elle l'économie iranienne?

Une fois approuvé et mis en œuvre, le Plan d'action global conjoint devrait contribuer à une amélioration de la situation dans quatre grands domaines :

1) exportations et transport d'hydrocarbures et de produits dérivés des hydrocarbures; 2) activités bancaires et autres transactions et services financiers, y compris le rétablissement de l'accès au système de paiement international (SWIFT); 3) accès aux actifs financiers étrangers; enfin 4) vente, fourniture de pièces détachées et transfert de biens et de services

à l'intention des secteurs automobile et aérien, et investissements étrangers connexes.

La levée des sanctions entraînera trois grands avantages pour l'Iran. Premièrement, un *choc positif de la demande extérieure*, tant pour les exportations pétrolières que non pétrolières. En outre, la baisse du coût du commerce extérieur et des transactions financières constituera un *choc positif sur les termes de l'échange* (en faisant baisser le prix des importations et augmenter celui des exportations). Enfin, le rétablissement de l'accès aux actifs étrangers et l'augmentation du volume des exportations entraîneront un *effet de richesse* positif. Ensemble, ces trois chocs devraient se traduire par une amélioration notable des perspectives économiques de l'Iran pour les années à venir et compenser les effets néfastes de

la baisse brutale des prix du pétrole dans le monde au cours de l'année dernière.

L'évaluation de l'ampleur probable de ces effets se heurte à un degré élevé d'incertitude, qui émane principalement du manque de précédents historiques comparables, mais aussi de la nature conditionnelle de la levée des sanctions (via la clause *snap-back* de rétablissement des sanctions). Les incertitudes concernent aussi la rapidité avec laquelle l'Iran sera en mesure de renforcer sa production de pétrole, un secteur qui a grandement besoin d'investissements, ainsi que la réaction des autres pays producteurs de pétrole.

Les dividendes de croissance faisant suite à la levée des sanctions dépendront autant des politiques macroéconomiques mises en place à l'échelle nationale que du rythme et du contenu des réformes structurelles attendues. L'une des questions essentielles concerne le temps qu'il faudra à l'économie iranienne pour renouer avec le rythme d'accumulation de capital et de croissance de la productivité qui était le sien avant la mise en place des sanctions. En effet, des réformes structurelles de l'environnement des affaires et des marchés financiers et de l'emploi pourraient jouer un rôle crucial en ce sens. Les politiques macroéconomiques devront aussi être ajustées dans les années à venir, de sorte que les autorités puissent atteindre leurs objectifs : inflation à un chiffre, taux de change réel compétitif et croissance durable plus élevée pour le plus grand nombre. En particulier, un rééquilibrage des finances publiques plus poussé permettrait de limiter l'appréciation du taux de change réel et d'accompagner la politique monétaire, en maîtrisant la demande et en obtenant la baisse de l'inflation souhaitée.

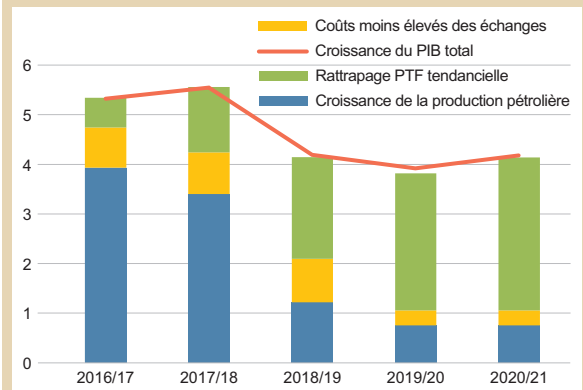
Les estimations de l'incidence sur la croissance basées sur l'analyse de l'économie iranienne² font apparaître que l'activité économique nationale pourrait s'accélérer de façon très nette suite à la levée des sanctions (graphique 5.4).

La croissance du PIB réel pourrait bondir à 5½ % en 2016/17 et 2017/18, et se maintenir autour de

²Modèle d'équilibre général calculable dynamique financier, calibré pour l'Iran, basé sur Shahmoradi, Haqiqi et Zahedi (2010), Haqiqi (2011) et Haqiqi et Bahalou Horeh (2013). Pour en savoir plus, consulter Blotevogel *et al.* (à paraître).

Graphique 5.4

Iran : projection de croissance du PIB réel et facteurs qui y contribuent après la levée des sanctions
(En pourcentage)



Source : Blotevogel *et al.* (à paraître).

Note : PTF = productivité totale des facteurs.

3½–4 % par an au cours des années suivantes. Le principal moteur de la croissance à court terme serait une reprise de la production et des exportations de pétrole, avec une augmentation estimée d'environ 0,6 mbj en 2016 et d'environ 1,2 mbj cumulés à moyen terme. Une hausse de la production de pétrole contribuerait à hauteur d'environ trois quarts et deux tiers de la croissance économique estimée, respectivement, en 2016/17 et 2017/18. La baisse des coûts des échanges commerciaux et des transactions financières pourrait apporter environ ¾–1 point de pourcentage à la croissance.

En cas de levée des sanctions, l'efficacité de l'économie non pétrolière devrait progressivement s'améliorer, à la faveur de coûts de transaction plus favorables, stimulant l'investissement et la productivité, particulièrement dans l'industrie manufacturière et les BTP. La croissance de la PTF non pétrolière augmenterait alors de façon progressive, pour renouer en 2020 avec sa moyenne de la période 1990–2010. Le rythme de la reprise dépendra, entre autres facteurs, de la capacité des autorités à pérenniser un taux de change réel compétitif et des politiques macroéconomiques saines. Une appréciation sensible de la monnaie ralentirait le rythme de la reprise.

L'inclusion d'effets de rétroaction liés aux facteurs internationaux minore légèrement les estimations des avantages économiques de la levée des sanctions pour

l'Iran. Un modèle global³, qui prend en compte les retombées internationales via les canaux commerciaux et financiers et les marchés pétroliers mondiaux, révèle que la combinaison de chocs positifs de demande extérieure, de richesse et de termes de l'échange se traduirait par une hausse cumulée de 15 % du PIB réel au cours des cinq années à venir par rapport à un scénario de référence de maintien des sanctions.

Le solde des transactions courantes s'améliorerait à mesure que les exportations de pétrole augmenteraient; en revanche, la hausse des investissements et de la consommation privée, ainsi qu'une baisse de la prime de risque, stimulerait les importations et pourrait donc réduire la marge d'amélioration du solde courant. Et même si l'Iran continuait à consacrer entre un quart et un tiers de ses recettes tirées des exportations de pétrole au Fonds national de développement de l'Iran, le taux de change réel devrait s'apprécier d'environ 5 % à moyen terme et peser sur les exportations non pétrolières. L'inflation resterait globalement stable, sachant que les répercussions de cette appréciation seraient probablement compensées par des pressions accrues sur la demande dans l'économie non pétrolière.

Les estimations présentées ci-dessus sont à prendre avec précaution. Aucun de ces cas de figure ne part du principe que des réformes économiques nationales majeures accompagneront la levée des sanctions. Et, comme nous l'avons évoqué plus haut, si des réformes de cet ordre sont effectivement adoptées et mises en place, alors les gains de croissance post-sanctions pourraient être plus importants. Soulignons également le fait que les modèles présentés ne prennent pas en compte les problèmes de liquidité et de solvabilité qui pèsent sur les entreprises et le secteur bancaire depuis quelques années. Ces facteurs pourraient handicaper l'ampleur et la rapidité de la reprise, en freinant notamment les investissements dans le secteur non pétrolier. Par ailleurs, les autorités s'étant fixé

³Modèle d'équilibre général dynamique stochastique représentant l'économie mondiale, issu du Flexible System of Global Models (FSGM) mis au point au FMI (Andrle *et al.*, 2015). Le scénario de levée des sanctions se base sur les hypothèses suivantes : 1) hausse des exportations de pétrole de l'Iran; 2) baisse des primes de risque liées aux obligations de l'État et des entreprises en Iran; enfin 3) baisse du coût des importations et hausse du prix des exportations.

pour objectif une inflation à un chiffre, un certain nombre de politiques devront être mises en place pour intensifier l'ajustement au cours des années à venir. Il sera, par exemple, nécessaire de rééquilibrer davantage les finances publiques pour accompagner la politique monétaire et contribuer à préserver un taux de change réel compétitif.

Effets de l'accord sur les prix du pétrole internationaux et sur l'activité économique mondiale

Le retour de l'Iran sur le marché mondial du pétrole et son intégration accrue dans l'économie internationale pourraient avoir des répercussions de grande ampleur, en raison du volume de son économie (près de 1½ % du PIB mondial ou 18 % du PIB de la région MOAN), de sa population (78 millions d'habitants) et de ses réserves de pétrole et de gaz (respectivement quatrième et deuxième au monde).

Selon une analyse événementielle, les prix du pétrole sont un vecteur essentiel de la transmission des effets de l'accord avec l'Iran au reste du monde.

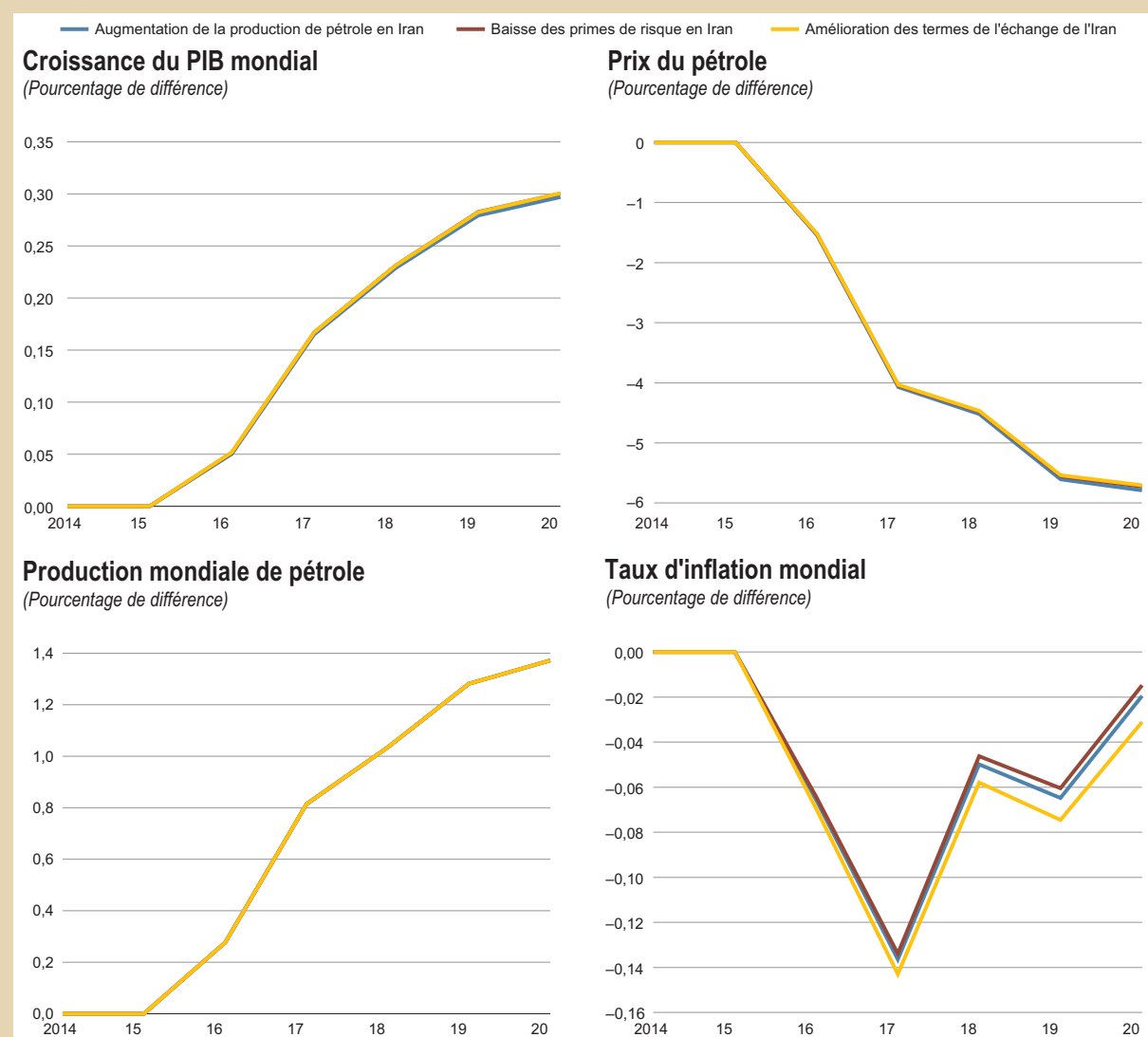
- Le resserrement des sanctions internationales au cours de la période 2010–13 a poussé les cours internationaux du pétrole à la hausse. Les jours de mise en place de nouvelles sanctions contre l'Iran en 2012–13, les cours du pétrole ont eu tendance à augmenter. L'effet cumulé pourrait avoir atteint 14 dollars⁴.
- Seule une part de l'augmentation induite par les sanctions semble s'être dissipée à la mi-juillet 2015. Les prix du pétrole ont diminué de façon considérable à la veille de l'accord provisoire de novembre 2013. Toutefois, au total, les jalons ultérieurs des négociations (les extensions, l'accord-cadre d'avril 2015 et l'accord définitif) ne se sont pas soldés par un impact sensible⁵. Ce

⁴Ces résultats sont conformes aux estimations du U.S. Energy Information Administration (2015) et de la Banque mondiale (2015).

⁵D'autres chocs notables, tels que ceux survenus au Yémen, en Libye et en Iraq, ont coïncidé avec les dates des annonces de négociations avec l'Iran, ce qui limite la fiabilité des estimations.

Graphique 5.5

Estimation des effets de la levée des sanctions à l'échelle mondiale



Source : estimations des services du FMI.

résultat laisse entendre que les prix du pétrole pourraient encore baisser avec la résolution des incertitudes sur le rythme et le moment du retour de l'Iran sur le marché pétrolier et l'expansion de l'offre de pétrole sur les marchés mondiaux.

Le PIB mondial (hors Iran) devrait progresser d'environ $\frac{1}{4}$ de point à moyen terme, principalement en raison de la baisse des prix du pétrole, mais aussi de l'augmentation des échanges non pétroliers avec l'Iran. Un renforcement progressif de la production iranienne de pétrole pourrait se traduire par une hausse de pratiquement $1\frac{1}{2}$ % de la production

mondiale de pétrole d'ici à 2020 et affecter probablement l'économie mondiale en faisant fléchir davantage les cours du pétrole (graphique 5.5). Les réductions de la prime de risque de l'Iran et des coûts des échanges pourraient avoir des répercussions internationales et régionales nettement moins fortes que le repli des cours du pétrole⁶.

⁶ Outre les exportations de pétrole, l'offre de gaz naturel iranien à d'autres pays de la région (comme Oman, le Pakistan et l'Arménie) pourrait aussi se renforcer au fil du temps, sous réserve de la construction de nouveaux gazoducs.

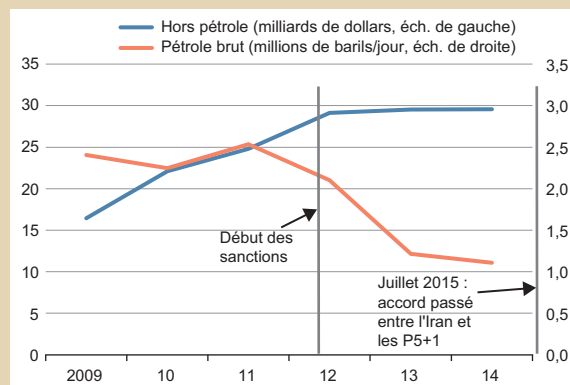
L'ampleur de la baisse des prix du pétrole est très incertaine. Elle dépend de la rapidité avec laquelle l'Iran sera en mesure d'augmenter sa production de pétrole, mais aussi de la réaction des autres pays fournisseurs. Selon des hypothèses plausibles (y compris en partant du principe que, comme ils l'ont annoncé récemment, les pays membres de l'OPEP ne compenseraient pas la hausse des exportations de l'Iran par une réduction de leur propre production de pétrole), cette baisse de prix pourrait se situer entre 5 et 10 % à moyen terme.

Quels seront les effets sur les échanges non pétroliers de l'Iran avec la région ?

Les échanges commerciaux non pétroliers entre l'Iran et le reste du monde restent encore limités, mais ils devraient progresser, à la faveur de la hausse des revenus en Iran et dans le reste du monde et de la baisse des coûts de transaction. Les prévisions laissent entrevoir une hausse des importations iraniennes de 50 % au cours des cinq prochaines années, passant de 75 millions de dollars cette année à 115 millions de dollars en 2020. Par ailleurs, l'Iran dispose d'un important potentiel de développement de ses exportations non pétrolières (graphique 5.6). Les estimations obtenues à partir de modèles gravitationnels, ou en comparant le profil des exportations de l'Iran à ceux d'autres pays exportateurs de pétrole, montrent que les niveaux d'exportations de l'Iran se situent à moins de la moitié de leur potentiel.

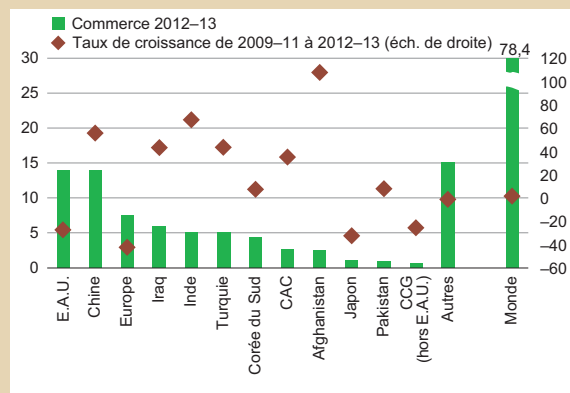
Il est vrai que les partenaires commerciaux de l'Iran ont tout intérêt à voir ces échanges s'intensifier. C'est le cas notamment des Émirats arabes unis, l'Iran étant la deuxième destination de leurs exportations après l'Inde. La levée des sanctions pourrait apporter plus de 1 point de pourcentage au PIB réel des Émirats arabes unis au cours de la période 2016–18, simplement par l'augmentation du volume des exportations hors hydrocarbures (FMI, 2015a). Bien qu'elle soit en phase de modération, la croissance économique de la Chine et de l'Inde devrait rester solide et, partant, renforcer l'importance de ces pays comme partenaires commerciaux de l'Iran (graphique 5.7).

Graphique 5.6
Exportations iraniennes, 2009–14



Sources : Organisation des pays exportateurs de pétrole, Annuaire statistique; World Trade Atlas.

Graphique 5.7
Commerce hors hydrocarbures 2012–13 et croissance du commerce de 2009–11 à 2012–13
(Milliards de dollars et en pourcentage)



Sources : World Trade Atlas; calculs des services du FMI.

L'Iran a déjà signé un accord commercial préférentiel avec la Turquie, autre pays avec lequel les échanges ont rapidement progressé ces dernières années. L'Europe, en revanche, a vu fléchir la part de ses échanges commerciaux au cours de la période des sanctions, mais elle pourrait repartir à la hausse dans un contexte dépourvu de sanctions. Les pays CAC, quant à eux, pourraient retirer d'importants avantages à long terme en devenant des points de transit d'une activité commerciale accrue entre la Chine, l'Inde, l'Iran et d'autres pays de la région ainsi qu'en Europe (encadré 3.1). Cette évolution dépendra de la réussite d'ambitieuses initiatives régionales. Les tableaux 5.2 et 5.3 donnent plus de précisions sur les répercussions de l'accord avec l'Iran particulières à chaque pays.

Tableau 5.2. Effets régionaux de la levée des sanctions de l'Iran pour les pays exportateurs de pétrole MOANAP et CAC

| | Gaz | Commerce non pétrolier | Finance et investissements | Pétrole |
|---|--|---|--|--|
| CCG | | | | |
| Bahreïn | Possible accélération de la construction du gazoduc pour l'exportation du gaz iranien (2014), car certains retards avaient été attribués aux sanctions. Les compétences du Qatar pourraient être utiles pour développer les gisements de gaz iraniens (frontière maritime commune traversant un grand champ de gaz partiellement inexploité). | Peu d'échanges entre les deux pays; peu d'effets attendus. | Potentiel d'IDE du Qatar en Iran étant donné les synergies avec la production gazière. La fin des sanctions pourrait stimuler les investissements réciproques, en particulier dans l'immobilier et les PME. | La hausse attendue de la production de pétrole exercera une pression à la baisse sur les prix du pétrole, ce qui devrait réduire les recettes budgétaires et les recettes d'exportation issues du pétrole. L'augmentation des exportations de pétrole iranien pourrait induire une concurrence accrue pour les parts de marché (notamment en Asie) avec d'autres exportateurs de pétrole de la région. |
| Koweït | | Peu d'échanges entre les deux pays. | | |
| Oman | | | | |
| Qatar | | Bonnes perspectives. La réunion ministérielle de février 2015 a traité des liens commerciaux. | | |
| Arabie saoudite Émirats arabes unis (E.A.U.) | | Peu d'échanges avec l'Iran. Iran, deuxième marché d'exportation des E.A.U. Grand potentiel commercial et touristique. La fin des sanctions pourrait ajouter 1¼ point à la croissance en trois ans par la seule augmentation des exportations hors hydrocarbures. | | |
| Hors CCG | | | | |
| Algérie | | Peu d'échanges entre les deux pays; peu d'effets attendus. | Le compte de capital de l'Algérie est fermé, les sanctions n'ont pas eu d'impact sur les transactions financières internationales. | |
| Iraq | | Les échanges avec l'Iran pourraient être perturbés, car la levée des sanctions permettrait de diversifier l'origine des importations iraniennes. | Pourrait bénéficier d'IDE iraniens plus élevés. | |
| Libye | | Très peu d'échanges entre les deux pays; peu d'effets attendus. | Peu d'IDE dans les deux sens — peu de changements attendus. | |
| Yémen | | Peu d'échanges actuellement; amélioration possible post-sanctions. | Peu de flux financiers; amélioration possible post-sanctions. | |
| CAC | | | | |
| Azerbaïdjan | Une société iranienne exonérée de sanctions devrait aider l'Azerbaïdjan à exploiter son principal gisement de gaz. La coopération dans le gaz devrait continuer. | Augmentation des exportations iraniennes vers l'Azerbaïdjan depuis l'adoption des sanctions. | L'Azerbaïdjan a bénéficié d'IDE accrus de l'Iran. Amélioration possible de la coopération dans le secteur bancaire post-sanctions. | |
| Kazakhstan | | Augmentation des échanges bilatéraux pendant les sanctions, augmentation possible avec nouvelles infrastructures, dont le chemin de fer Kazakhstan–Turkménistan–Iran. Le commerce se développe via de nouvelles installations de transport. | Flux d'IDE depuis et vers l'Iran actuellement limités. | |
| Turkménistan | L'Iran devrait contribuer à diversifier l'accès du Turkménistan aux sources de gaz, notamment via un nouveau gazoduc. | Les importations iraniennes ont été multipliées par 10 au cours de la dernière décennie. Pour poursuivre à ce rythme, de nouvelles infrastructures sont nécessaires. | | |
| Ouzbékistan | | Attentes modestes post-sanctions pour les relations commerciales et le développement d'un corridor de transport. | | |

Sources : autorités nationales; évaluations des services du FMI.

Note : IDE = investissement direct étranger.

Tableau 5.3. Effets régionaux de la levée des sanctions de l'Iran pour les pays importateurs de pétrole MOANAP et CAC

| | Gaz | Commerce non pétrolier | Finance et investissements | Pétrole |
|---------------------------------------|---|--|--|---|
| Importateurs de pétrole MOANAP | | | | La hausse attendue de la production iranienne de pétrole exercera une pression à la baisse sur les prix du pétrole, à l'avantage des pays importateurs MOANAP et CAC. Les factures d'importations énergétiques devraient diminuer et, si les prix inférieurs sont répercutés sur les usagers ultimes, les coûts de production devraient baisser et le revenu disponible augmenter. Le repli des prix du pétrole aura un impact négatif sur la Russie et les exportateurs MOANAP, ce qui pourrait induire des effets négatifs de second tour respectivement sur les importateurs de pétrole CAC et MOANAP. |
| Afghanistan | | Partenaire important; beaucoup d'échanges par voies informelles (faible impact des sanctions). | Liens financiers officiels peu solides; peu de possibilités de changement. | |
| Djibouti | | Peu d'échanges; peu d'effets attendus. | | |
| Égypte | | Peu d'échanges entre les deux pays. | | |
| Jordanie | | Peu d'échanges; peu d'effets attendus. | Flux d'investissement limités; peu d'effets attendus. | |
| Liban | | Possibilités d'amélioration des échanges avec la levée des sanctions, notamment car en 2010 le Liban a signé 17 accords commerciaux bilatéraux avec l'Iran, certains dans les secteurs du pétrole et du gaz. | Les banques pourraient perdre un certain volume d'affaires avec des clients iraniens, du fait de la déconnexion des banques iraniennes du réseau SWIFT. Cela ne devrait cependant pas avoir d'effets sensibles sur la rentabilité des banques. | |
| Mauritanie | | Peu d'échanges; peu d'effets attendus. | | |
| Maroc | | Peu d'échanges; peu d'effets attendus. | | |
| Pakistan | La levée des sanctions pourrait aboutir à l'achèvement d'un gazoduc, à l'avantage du marché de l'énergie local. | Peu d'échanges; ont légèrement augmenté pendant les sanctions; post-sanctions, pourraient être détournés vers des pays présentant des coûts plus faibles. | Les flux de capitaux ont été très faibles avant et après les sanctions et devraient peu progresser. | |
| Tunisie | | Peu d'échanges; peu d'effets attendus | Liens financiers négligeables. | |
| Importateurs de pétrole CAC | | | | |
| Arménie | | Échanges importants qui ont souffert des sanctions. Le commerce pourrait repartir, notamment via la construction d'un chemin de fer entre les pays. | Les IDE, stoppés depuis 2011, pourraient reprendre. La coopération liée à l'énergie (exportation de gaz, transport) est subordonnée à de gros investissements. | |
| Géorgie | | Peu d'échanges actuels, mais potentiel d'amélioration à moyen terme, surtout si l'Iran souhaite diversifier ses flux commerciaux. | | |
| République kirghize | | Échanges actuellement négligeables. Possibilités sous réserve d'un nouveau chemin de fer (Afghanistan–Chine–Iran–République kirghize–Tadjikistan) et d'accords commerciaux préférentiels. | | |
| Tadjikistan | | Hausse des exportations vers l'Iran pendant les sanctions, importations stables. Sous réserve de nouvelles infrastructures, retombées positives potentielles pour le Tadjikistan via des pays tiers, par ex. plus d'échanges entre Iran, Asie du Sud et Asie centrale. | | |

Sources : autorités nationales; évaluations des services du FMI.

Note : IDE = investissement direct étranger.